



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service du commissariat des armées  
Plate-forme affrètement et transport**

PLATEFORME AFFRÈTEMENT ET TRANSPORT  
DIVISION ACHATS  
BUREAU AFFRÈTEMENT ET TRANSPORT n° 3

Villacoublay, le 03 juillet 2024  
N° 387/ARM/SCA/PFAT/DHA/BAAT 3

**AFFAIRE SUIVIE PAR :**

[pfat-bapvp.redac.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pfat-bapvp.redac.fct@intradef.gouv.fr)

### **Demande d'informations**

**Objet :** prise en charge médicale et service d'évacuation médicalisée 24/7 (MEDEVAC) par voies aérienne et terrestre sur le territoire de la Côte d'Ivoire.

**Date de remise des réponses au plus tard :** 29/07/2024 à 12h00

**Publication :** PLACE et portail [www.achats.defense.gouv.fr](http://www.achats.defense.gouv.fr)

**Les opérateurs économiques pourront répondre à tout ou partie du besoin décrit ci-après.**

# DEMANDE D'INFORMATIONS

## SIGLES ET ABRÉVIATIONS

<b>PFAT</b>	plateforme affrètement et transport
<b>DA</b>	division achats
<b>DI</b>	demande d'informations
<b>OACI</b>	organisation de l'aviation civile internationale
<b>ANAC</b>	autorité nationale de l'aviation civile
<b>MEDEVAC</b>	<i>medical evacuation</i>
<b>MINARM</b>	ministère des armées
<b>SCA</b>	service du commissariat des armées

## 1. OBJET DE LA DEMANDE D'INFORMATION

La présente « demande d'informations » (DI) a pour objectif principal de fournir à la Plate-forme affrètement et transport (PFAT) du service du commissariat des armées (SCA) des informations sur les capacités du marché fournisseur en matière de prises en charge médicales et services d'évacuations médicalisées 24/7 (MEDEVAC) par voies aérienne et terrestre sur le territoire de la Côte d'Ivoire.

Il est à noter que cette DI ne constitue ni un acte d'achat, ni une consultation liée à un marché public, ni même une information sur un marché public à venir. Elle ne saurait constituer un quelconque engagement de l'administration à lancer ultérieurement une opération sur le même objet.

Réciproquement, les réponses à la DI ne constitueront pas des engagements contractuels ou précontractuels de la part de leurs auteurs. L'administration demande en effet *via* la présente demande d'information des avis des opérateurs économiques et non des offres.

Aucun opérateur répondant à cette DI ne peut prétendre à une rémunération ou indemnisation pour les réponses apportées.

Les opérateurs sont informés que leurs réponses peuvent être utilisées par l'administration pour préparer d'éventuelles consultations ultérieures. **Dans le cas où la réponse de l'opérateur comporterait des données sensibles, celles-ci doivent être dûment identifiées conformément aux dispositions de l'article 3.4 *infra*.**

**Les réponses sont utilisées pour alimenter les bases de données fournisseurs de la PFAT sur ce secteur. Elles ont vocation à être conservées et utilisées par la PFAT, en dehors de toutes personnes tierces.**

**Les opérateurs économiques peuvent répondre à tout ou partie du besoin décrit ci-après.**

Dans l'hypothèse où ils répondraient sur l'ensemble du besoin, ils sont invités à préciser leur capacité à y répondre seul ou en partenariat, en indiquant si possible, et sans valeur contractuelle, les partenaires sur lesquels ils pourraient alors s'appuyer pour le satisfaire.

Les modalités de réponses à la DI sont définies au paragraphe 3.1 ci-après.

## 2. CONTEXTE

Il s'agirait de faire bénéficier les ressortissants du MINARM et leurs ayants droits basés en Côte d'Ivoire de prises en charge médicales et de services d'évacuations médicalisées 24/7 par voies aérienne et terrestre sur l'ensemble du territoire de la Côte d'Ivoire.

À ce titre, l'opérateur économique devra notamment :

- mettre à disposition les vecteurs aériens et terrestres nécessaires à l'exécution des prestations ;
- mettre en place du personnel médical et paramédical qualifié ;
- fournir le matériel médical adéquat.

En outre, l'opérateur économique et / ou, le cas échéant, son ou ses sous-traitant(s) devront être en règle vis-à-vis des normes de l'OACI et de l'ANAC ivoirienne.

## 3. MODALITÉS DE RÉPONSE

### 3.1 Présentation des réponses

Des réponses portant sur une partie de la demande peuvent être transmises.

Toute information complémentaire aux questions, notamment tirée de l'expérience d'opérations similaires, est la bienvenue.

Dans l'hypothèse où les opérateurs économiques ne couvrent pas seuls l'ensemble du besoin, il est demandé aux auteurs des réponses de réunir, dans la mesure du possible, les compétences permettant d'y répondre et, dans l'affirmative, de décrire succinctement l'organisation qui leur paraît appropriée.

Chaque entreprise fournissant une réponse est invitée à désigner nommément une personne qui sera le point de contact de l'entreprise auprès de la PFAT.

Les réponses sont transmises au plus tard pour le **29 juillet 2024 à 12h00** sur support numérique avec des fichiers lisibles par Microsoft Office version 2016 préférentiellement *via* PLACE ou, à défaut, par courriel à l'adresse suivante :

<b>Bureau Achat</b>
<a href="mailto:pfat-bapvp.redac.fct@intradef.gouv.fr">pfat-bapvp.redac.fct@intradef.gouv.fr</a>

Les réponses sont attendues en français.

Les éventuelles questions et demandes de précisions doivent être transmises préférentiellement *via* PLACE ou, à défaut, à l'adresse fonctionnelle citée *supra*. Les opérateurs économiques intéressés pour recevoir les éventuelles réponses apportées par le service à d'autres opérateurs, lorsque ces réponses sont de portée générale, sont invités à se signaler aux contacts listés *supra*.

### 3.2 Nommage utilisé pour les documents de nature électronique

Il est conseillé de nommer les fichiers transmis de la manière suivante : date\_protection\_émetteur\_titre.xxx.

Avec :

- **Date** : celle du document au format anglo-saxon soit par exemple le *15 juin 2024* qui doit être transcrit dans le nommage sous la forme : 20240615 ;

- **Protection** : indiquer systématiquement la mention « NP » qui signifie « non protégé » ;
- **Émetteur** : désigne la personne morale ou physique à l'origine du document, à savoir l'acronyme usuel de l'entreprise ou son nom complet ;
- **Titre** : il s'agit de l'identification du document, sans utiliser le séparateur de champ « » (exemple : di-xxxx-réponse-yyy pour la DI n° XXXXXX et sa réponse n° YYY.) ;
- **xxx** : extension utilisée (ex. : pdf, doc, ...).

Ci-après un exemple de nommage de document au format conseillé : 20240615\_NP\_societe\_reponse\_di1.pdf

### 3.3 Exploitation des réponses

L'exploitation des réponses est réalisée par la PFAT et une équipe étatique composée principalement de représentants du ministère des Armées.

### 3.4 Sécurité – Protection des Informations

La PFAT s'engage à ne communiquer les éléments de réponse fournis par chaque entreprise qu'au personnel étatique ayant le besoin d'en connaître.

Par ailleurs, si l'entreprise souhaite communiquer à l'administration des informations confidentielles, celles-ci seront regroupées dans une annexe dûment identifiée. L'entreprise devra alors préciser la nature exacte de la restriction d'utilisation associée qu'elle souhaite voir appliquer par la PFAT. La PFAT s'engage à veiller alors à la protection de ces informations.

Si des estimations financières étaient fournies, elles seront accompagnées des hypothèses utilisées par l'opérateur économique pour leur élaboration.

## 4. QUESTIONS

### 4.1 Questions d'ordre technique

<b>[Q1]</b>	Seriez-vous en mesure de satisfaire totalement ou partiellement au besoin décrit à l'article 2 de la présente DI ? Dans l'hypothèse où le besoin ne peut être satisfait que partiellement, pouvez-vous indiquer la partie que vous pourriez prendre en charge ?
<b>[Q2]</b>	Seriez-vous en mesure de mettre en place du personnel médical et paramédical ? Le cas échéant, pourriez-vous décrire la composition de cette équipe ? Quelles seraient les qualifications professionnelles de l'équipe que vous envisageriez de mettre en place pour satisfaire au besoin ?
<b>[Q3]</b>	Seriez-vous en mesure d'assurer un soutien médical constant (24/7) sur le périmètre du grand Abidjan ?
<b>[Q4]</b>	Disposez-vous d'un plan d'entretien du matériel médical ? Le cas échéant, seriez-vous en mesure de fournir les éléments de nature à établir que votre matériel a été entretenu ? (par exemple, rapport technique d'entretien)
<b>[Q5]</b>	Pourriez-vous intervenir en dehors du territoire ivoirien ? Si oui, dans quel(s) autre(s) pays ?
<b>[Q6]</b>	Seriez-vous en mesure d'effectuer des évacuations stratégiques (STRATEVAC) vers la France ?
<b>[Q7]</b>	Disposez-vous de personnels francophones en mesure de réaliser les prestations ?
<b>[Q8]</b>	Pourriez-vous décrire les moyens aériens et terrestres que vous seriez susceptible de mettre à disposition pour la réalisation de tout ou partie du besoin ? Disposez-vous de ces moyens en propre ?

	Dans le cas contraire, pourriez-vous nous indiquer les fournisseurs / sous-traitants auxquels vous seriez susceptible de faire appel ?
[Q9]	Quel est le statut de votre personne morale (type de société, organisation, association à but non lucratif, etc.) ?
[Q10]	La personne morale que vous représentez dispose-t-elle d'une habilitation du MINARM français ? Si oui, quel est le niveau de cette habilitation ? (Secret, très secret). Si non, seriez-vous enclin à entamer les démarches nécessaires à l'obtention d'une telle habilitation tant pour la personne morale que vous représentez que pour tout personnel appelé à participer à la satisfaction du besoin ?
[Q11]	Est-ce que la personne morale que vous représentez, votre personnel, ainsi que vos véhicules disposent d'un accès permanent à l'aéroport international d'Abidjan ?
[Q12]	Est-ce que les vecteurs aériens que vous pourriez proposer à ce titre peuvent atterrir et décoller de tous les aérodromes et aéroports ivoiriens en général et de l'aéroport international d'Abidjan en particulier ?

## 4.2 Questions d'ordre financier

[Q13]	Au regard des réponses apportées, quel(s) serai(en)t le(s) prix de la ou des prestation(s) ?
[Q14]	Comment factureriez-vous le soutien médical constant (24/7) sur le périmètre du grand Abidjan ?

## 5. INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE

### 5.1 Identification de l'entreprise

<b>Raison sociale :</b> .....	
<b>Adresse</b> N° ..... Rue : ..... ..... Localité : ..... ..... Code Postal : ..... Pays : .....	<b>Contact mandaté dans l'entreprise pour répondre à la PFAT</b> Nom et Prénom : ..... ..... Fonction : ..... ..... Téléphone portable : ..... Téléphone fixe : ..... Courriel : ..... .....

### 5.2 Classification

Petite et Moyenne Entreprise (PME)  oui  non

### 5.3 Chiffre d'affaires

Quels ont été vos chiffres d'affaires (CA), résultat net comptable (RNC), et effectifs moyens sur les 3 derniers exercices ?

Que représente le CA dans domaine d'activité ?

Année	C.A. (en €)	Part du CA attribuée au ministère des armées / CA total de la société (en %)	Résultat Net comptable (RNC) (en €)	Effectifs moyens

#### 5.4 Compétences et savoir faire

L'entreprise peut, à défaut de remplir cette partie, joindre une présentation plaquette de ses activités.

#### 5.5 Références clients

Citez, si possible, vos principaux clients et précisez la part que chacun d'entre eux occupe dans votre chiffre d'affaires des deux dernières années.

Nom du client	Secteur industriel	Nombre d'années de relation avec le client	Part de CA du client dans le CA total (en %)

Citez vos éventuelles références avec le ministère des Armées français :

.....

.....

.....

.....

.....

.....